

SPORT ÉMANCIPATEUR

ENGAGEMENT

LUTTE CONTRE LES
DISCRIMINATIONS



Beaucoup de citoyennes et citoyens de notre pays sont encore privés-es d'un accès à la pratique sportive.

La première barrière est économique : le sport peut avoir un coût financier important, le rendant inaccessible à certain-es salarié-es et leur famille. Par ailleurs, alors que des collectivités locales délaissent déjà parfois les infrastructures sportives pour cause de contraintes financières, le budget austéritaire annoncé par le gouvernement va encore aggraver la situation. La réalité des choix politiques s'éloigne de « l'héritage » supposé

des JOP 2024. Pour la CGT, le sport est vecteur d'inclusivité. Elle se bat dans les lieux de travail pour la création de clubs, d'infrastructures ou de pratiques sportives sur le temps de travail notamment au travers des activités sociales des CSE. Le débat doit aussi avoir lieu dans les administrations et services publics pour que l'État employeur participe à l'accès de toutes et tous au sport.

Le sport est aussi l'enjeu d'une bataille sociale et culturelle plus large : les clubs, les stades, les fédérations, seront-ils et elles des zones de non-droit sur les agressions et les discrimina-

tions, des refuges pour les attitudes rétrogrades sexistes, racistes, LGBT-phobes, des supports de tous les stéréotypes validistes et virilistes, comme certains groupuscules d'extrême droite tentent de l'imposer ?

Ou au contraire seront-ils des lieux d'émancipation, de partage, de responsabilisation, et d'expérience humaine dans lesquels l'individu-e s'améliore dans le collectif ?

La CGT milite pour que le sport soit vecteur de solidarité et de sorofraternité. Pour cela, la première étape est de lutter contre les discriminations au travers de revendications concrètes.



Pour l'égalité femmes-hommes dans le sport, relayons-nous vers la victoire !

POUR UNE ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES DANS LE SPORT

Le sport reste encore trop souvent une activité sexuée et genrée dans laquelle les femmes doivent se battre pour exister. Elles sont discriminées à tous les niveaux : pratique, compétition, vie et financement des clubs, responsabilités, salaires, occupation des structures, médiatisation, recrutement... Le manque de représentativité des femmes dans les fédérations ou à des postes d'entraîneuses ou manageuses contribue à véhiculer les stéréotypes de genre.

La CGT revendique l'égalité salariale et professionnelle, l'accès des femmes aux postes de responsabilités dans tous les métiers du sport. La CGT revendique la reconnaissance du statut d'athlètes de haut niveau (liste officielle ministérielle) qui soit contraignant pour tou-ttes employeur-ses, les obligeant à libérer les sportif-ves pour leur entraînement et compétition avec maintien de salaire.

POUR UNE POLITIQUE PUBLIQUE

DU SPORT ÉGALITAIRE

Il faut ouvrir les espaces, en finir avec l'entre-soi masculin des instances, cibler les subventions pour la pratique féminine, d'où l'importance d'une politique publique du sport égalitaire.

La CGT revendique une politique publique de sport aidant et mettant en valeur la pratique féminine. Cela implique de penser l'action publique en tenant compte de la grande diversité des pratiques physiques et sportives et d'agir pour une réelle égalité filles-garçons et la déconstruction des stéréotypes de genre.

POUR L'ÉLIMINATION DES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES DANS LE MONDE DU SPORT

Comme dans le monde du travail et dans la vie, les femmes sont victimes de violences sexistes et sexuelles dans le milieu du sport. Cette réalité a été mise à jour à travers de nombreux scandales de viols et abus sexuels mais aussi de violences médicales notamment dans les situations d'hyperrandrogénie.

La CGT revendique la formation des encadrant-es et dirigeant-es du monde sportif. La lutte contre toutes formes de violences sexistes et sexuelles passe par la mise en place de dispositifs de signalement, par une politique de prévention dans tous les clubs pour les responsables mais aussi pour les licencié-es (par ex : des séances d'information). La lutte réelle contre les violences sexistes et sexuelles implique également leur condamnation avec l'exigence de réparations.



Face au handicap, jouons le collectif !

POUR UNE RÉELLE FORMATION

PROFESSIONNELLE ADAPTÉE

Nous constatons un manque de professionnel·les en situation de pouvoir accompagner les personnes en situation de handicap en partie faute de formations adaptées. Cet accompagnement nécessite une approche pratique, ainsi qu'une expérience des diverses réalités du handicap.

La CGT exige la réglementation par l'État des qualifications professionnelles des professionnel·les du sport qui intègre la formation à la pratique du handisport et du sport adapté.

REPENSER L'ACCÈS AUX ÉQUIPEMENTS

SPORTIFS POUR TOUTES ET TOUS

Les personnes en situation de handicap sont trop souvent empêchées de la pratique sportive, faute d'équipements adaptés. Y compris lorsque les normes sont respectées, ce n'est pas suffisant pour leur permettre d'accéder, de pratiquer et / ou stocker leur matériel.

La CGT revendique que le budget du ministère de la Jeunesse et des Sports soit porté à un minimum de 1 % du budget de l'État. Elle exige la mise en œuvre de moyens suffisants et adaptés pour les pratiques sportives (équipements et encadrements) pour les personnes en situation de handicap.

RENFORCER LE RÔLE DES ÉLU·ES

DES ORGANISATIONS SYNDICALES

DANS LES CDCA

Des élu·es CGT siègent dans chaque conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA) où toutes les revendications sur le handicap ne sont pas suffisamment entendues. C'est le rôle du CDCA avec le département d'élaborer et de mettre en place des politiques publiques liées à l'autonomie et à l'accès aux loisirs.

La CGT exige que celles-ci prennent en compte l'accès au sport sur tout le territoire pour les personnes en situation de handicap.

Disqualifions les LGBTQIA+phobies de tous les sports !

ACCÈS INCLUSIF AUX VESTIAIRES ET INFRASTRUCTURES

SPORTIVES ET PROFESSIONNELLES

Les personnes LGBTQIA+, notamment transgenres et non-binaires, rencontrent des difficultés à accéder aux infrastructures genrées, ce qui peut entraîner exclusion et malaise.

La CGT revendique la création de vestiaires individuels au lieu de vestiaires collectifs et la promotion d'une culture de l'égalité au sein des clubs et des entreprises.



FORMATION ET SENSIBILISATION

À LA DIVERSITÉ DE GENRE

ET À L'ORIENTATION SEXUELLE

Le manque de compréhension et d'éducation aux réalités LGBTQIA+ contribue aux discriminations. Les attaques sexistes dont sont victimes certaines sportives à qui on impose des contrôles de féminité sont humiliants et traumatisants. À ce jour, aucun test de « masculinité » n'est envisagé chez les hommes. La question du taux de testostérone ne se pose pas chez les hommes qui n'ont aucun « seuil maximal ». Il y a nécessité à déconstruire les stéréotypes, et cela dès le plus jeune âge. En sensibilisant et favorisant la pratique de la mixité dans tous les sports comme dans la natation et l'athlétisme (relais mixte par équipe), le judo (combat par équipe), le tennis et le badminton (le double mixte) et le rugby (équipe mixte et inclusion des transgenres).

La CGT revendique d'instituer des formations obligatoires sur les identités de genre et les orientations sexuelles pour tout le personnel encadrant, ainsi que pour les employé-es, visant à intégrer une culture de l'égalité.

La CGT exige des clubs sportifs et entreprises qu'ils et elles mettent en place des chartes de non-discrimination, incluant des mécanismes de signalement anonyme et des sanctions claires pour les comportements discriminatoires. Les organisations syndicales doivent être impliquées dans l'élaboration de ces chartes qui doivent à terme se transformer en accords contraignants avec une échelle des sanctions contre les comportements discriminants

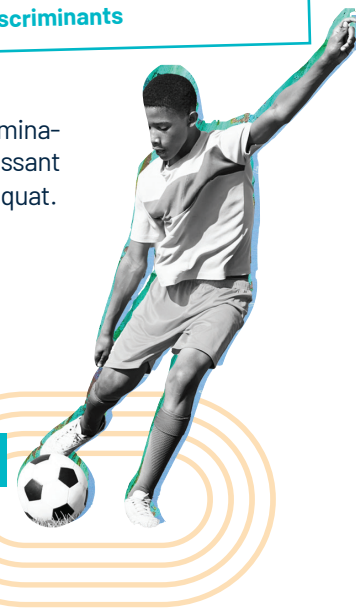
Les politiques anti-discrimination sont insuffisantes, laissant les victimes sans recours adéquat.

CRÉATION

ET RENFORCEMENT

DES POLITIQUES

ANTI-DISCRIMINATION



Carton rouge au racisme !

LUTTER CONTRE LES STÉRÉOTYPES RACISTES

PROMOUVOIR LA DIVERSITÉ CULTURELLE ET ETHNIQUE

DANS LES ACTIVITÉS SPORTIVES

ET LA REPRÉSENTATION MÉDIATIQUE

Les personnes d'origine étrangère vraie ou supposée sont souvent sous-représentées dans les activités sportives à certains niveaux (gestion, encadrement, arbitrage) et dans les médias, ce qui peut perpétuer des stéréotypes et invisibiliser la diversité. Cette sous-représentation est également marquée dans les communications sportives, les publicités, et les événements médiatiques où elles sont parfois cantonnées à des rôles stéréotypés.

La CGT revendique activement la diversité dans les postes de direction, les rôles d'entraîneur-ses, d'arbitres et de gestionnaires, afin de refléter la diversité des athlètes. Cela implique de sensibiliser à l'importance de lutter contre les stéréotypes racistes, en les encourageant à présenter des récits plus inclusifs et représentatifs de la société, à la fois dans le sport et dans d'autres secteurs.

SANCTIONNER TOUT COMPORTEMENT RACISTE

DANS LES CLUBS ET LES STADES

Àtous niveaux, amateur et professionnel, des actes racistes – chants et insultes par exemple – se multiplient. Une politique de sensibilisation et la mise en place d'une échelle de sanctions (interdiction de stade, amendes, exclusion de club et de fédération) doivent être développées et renforcées.

LIÉS À L'ÂGE DES JEUNES MIGRANT-ES

ET FAVORISER LEUR ACCÈS AU SPORT

Les jeunes migrant-es, en particulier celles et ceux issu-es de pays non occidentaux, sont souvent victimes de stéréotypes racistes concernant leur âge, ce qui peut limiter leur accès aux opportunités sportives. Ces stéréotypes, basés sur des préjugés racistes ou ethniques, influencent la manière dont elles et ils sont perçus par les clubs sportifs, les entraîneur-ses, et les institutions. Elles et ils peuvent être exclus de certaines compétitions ou centres de formation sous prétexte qu'elles et ils seraient « trop vieilles ou vieux » ou « pas conformes » aux critères standards.

La CGT revendique de mettre fin aux pratiques discriminatoires de détermination de l'âge pour les jeunes migrant-es en développant des protocoles d'évaluation transparents et non biaisés, et en développant des passerelles sportives spécifiques pour les jeunes migrant-es, leur permettant d'accéder à des clubs et à des programmes sportifs adaptés.

La CGT exige l'application des dispositifs prévus et la protection des personnes et témoins qui luttent contre ces agissements.